

Mali/Violences

130 civils massacrés pendant une visite de l'Onu

AFP  
Bamako/Mali

De présumés chasseurs dogons seraient les auteurs de cette tuerie, la plus sanglante perpétrée dans le pays depuis six ans.

UNE délégation de ministres et de responsables militaires maliens s'est rendue hier dans le village peul du centre du pays où quelque 130 personnes ont été massacrées samedi par de présumés chasseurs dogons, le plus lourd bilan d'une attaque au Mali depuis plus de six ans.

Cette tuerie, la plus sanglante depuis la fin des principaux combats de l'opération lancée en 2013, à l'initiative de la France, pour chasser les groupes jihadistes qui avaient pris le contrôle du nord du pays, s'est produite en pleine visite du Conseil de sécurité de l'Onu au Mali et au Burkina Faso voisin.

Depuis l'apparition il y a quatre ans dans le centre du Mali du groupe jihadiste du prédicateur Amadou Koufa, recrutant prioritairement parmi les Peuls, traditionnellement éleveurs, les affrontements se multiplient entre cette communauté et les ethnies bambara et dogon, pratiquant essentiellement l'agriculture, qui ont créé leurs propres "groupes d'autodéfense".

Ces violences ont coûté la vie à plus de 500 civils en 2018, selon l'Onu.

Un Conseil des ministres extraordinaire s'est tenu hier, en présence du président Ibrahim Boubacar Keïta, mais aucune décision n'a été annoncée dans l'immédiat.

La délégation, comprenant plusieurs ministres, dont



Photo : D.R./L'Union

ceux de la Justice et de la Santé, et des responsables militaires, est arrivée en fin de matinée à Ogossagou-Peul, dans la zone de Bankass, près de la frontière avec le Burkina Faso, selon un élu local.

Quelques heures auparavant, le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, s'était déclaré "choqué et outré" par ce massacre évoquant un bilan d'au moins 134 civils tués, "y compris des femmes et des enfants", et avait appelé "les autorités maliennes à enquêter rapidement sur cette tragédie et à traduire ses auteurs en justice".

Ce bilan de 134 morts, dans l'attaque survenue samedi à l'aube et imputée à des chasseurs dogons présumés, a également été avancé par l'association de défense des droits des populations pastorales Kisal et un élu local.

Dans le village, des corps étaient encore hier en train d'être ramassés, selon des témoins. Et des habitants des environs demandaient à être évacués, par crainte

de nouvelles attaques, selon un élu local.

**"POGROM ORCHESTRÉ"**

L'attaque est survenue six jours après un attentat jihadiste à Dioura, dans la même région mais beaucoup plus au nord, contre un camp de l'armée malienne, qui a perdu 26 hommes, selon un dernier bilan de source militaire.

Dans un communiqué de revendication vendredi, la principale alliance jihadiste du Sahel liée à Al-Qaïda a justifié l'opération de Dioura par les "crimes odieux commis par les forces du gouvernement de Bamako et les milices qui le soutiennent contre nos frères peuls".

Parmi les tués d'Ogossagou-Peul figuraient "des éléments peuls du DDR cantonnés dans le village", avait indiqué samedi le préfet de Bankass, Boubacar Kané. Il faisait référence à l'extension au centre du pays depuis le début de l'année du processus de "désarmement, démobilisation et réinsertion" (DDR) prévu par l'accord de paix

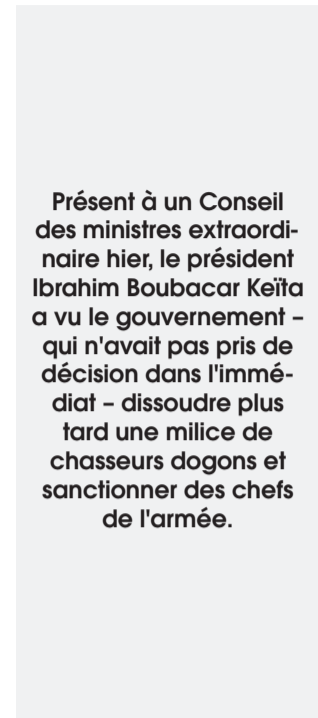
de 2015 pour les combattants de groupes armés du Nord.

La Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA, ex-rébellion à dominante touareg), signataire de cet accord, a appelé dans un communiqué "à la cessation immédiate de ces massacres qui s'apparentent à un véritable pogrom orchestré".

De son côté, la coalition des groupes pro-gouvernementaux également impliqués dans l'accord de paix, a condamné ce "crime de masse", exigeant "une commission d'enquête indépendante".

Ces groupes ont également réitéré "leur invitation au gouvernement et aux frères de la CMA sur l'absolue nécessité du dépassement de toutes leurs divergences pour ensemble sécuriser les populations conformément aux engagements pris par tous", en référence aux divergences entre signataires sur l'application de l'accord.

Dans un rapport publié le 5 mars, le secrétaire général de l'Onu affirme que "les six



Présent à un Conseil des ministres extraordinaire hier, le président Ibrahim Boubacar Keïta a vu le gouvernement - qui n'avait pas pris de décision dans l'immédiat - dissoudre plus tard une milice de chasseurs dogons et sanctionner des chefs de l'armée.

Photo : AFP

derniers mois ont enregistré davantage d'avancées que le reste de la période écoulée depuis la signature de l'Accord en 2015", grâce selon lui à "la pression internationale, notamment la perspective de sanctions".

Mais "la menace, qui continue de se propager du nord vers le centre du Mali, détourne l'attention de l'Accord et en complique la mise en œuvre", souligne-t-il, citant "l'expansion des groupes extrémistes, qui exacerbe les violences intercommunautaires, la multiplication des explosions touchant les forces de sécurité et les civils et l'accroissement du nombre de personnes déplacées".

**• Le gouvernement sévit.**

Le gouvernement malien a dissous hier une milice de chasseurs dogons "Dan Nan Ambassagou" et sanctionné les chefs de l'armée au lendemain du terrible massacre de Peuls dans le centre du pays.

L'Afrique en bref

**• Centrafrique. Diplomatie. Accord de paix : l'appel de Guterres**

Le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, a exhorté samedi les signataires de l'accord de paix en Centrafrique "à accélérer la mise en œuvre", au lendemain de la formation d'un nouveau gouvernement incluant des représentants de groupes armés.

**• Comores/Présidentielle. L'opposition accuse**



L'opposition comorienne a accusé hier le régime du chef de l'Etat sortant Azali Assoumani (photo) de fraudes massives lors du premier tour du scrutin présidentiel et appelé le pays à "résister" à ce "coup d'Etat" électoral.

A travers le monde

**• Etats-Unis/Enquête. En attendant le rapport Mueller**

Elus démocrates et républicains affûtaient hier leurs arguments avant de découvrir les conclusions du procureur spécial Robert Mueller sur une possible collusion entre l'équipe de Donald Trump et la Russie lors de la campagne de 2016.

**• Syrie/Conflit. Les derniers jihadistes**

Des jihadistes du groupe Etat islamique (EI) cachés dans des tunnels jusqu'aux dernières heures du "califat" se sont rendus hier, au lendemain de l'annonce de la chute du dernier réduit de l'EI à Baghouz (est), a annoncé une milice kurde.

**• Thaïlande/Législatives. Vote populaire : le parti de la junte en tête**



Le parti de la junte au pouvoir en Thaïlande est arrivé hier soir en tête du vote populaire aux premières législatives organisées depuis le coup d'Etat de 2014, donnant de bonnes chances aux généraux de garder la main sur le gouvernement.

Photo : AFP

Royaume-Uni/A la veille d'une semaine cruciale pour le Brexit

May convoque une réunion de "crise"

AFP  
Londres/Royaume-Uni

LA Première ministre britannique Theresa May menait hier des consultations avant une semaine cruciale pour le Brexit, dans un climat de crise nourri par des interrogations sur sa stratégie et des spéculations sur son maintien à Downing Street.

Après avoir obtenu de l'UE un report de la date de Brexit, la dirigeante conservatrice tente péniblement de rallier les députés britanniques derrière son Traité de retrait de l'UE, un texte né-

gocié de longue haleine avec Bruxelles et censé organiser un divorce en douceur.

Mais l'accord est très loin d'avoir convaincu les parlementaires, qui l'ont déjà retoqué à deux reprises et menacent Mme May d'une troisième défaite humiliante.

En l'absence de "soutien suffisant" pour un nouveau vote, la dirigeante conservatrice a suggéré vendredi qu'elle pourrait ne pas le représenter cette semaine.

"Nous le représenterons quand nous serons sûrs d'avoir (le soutien nécessaire)", a souligné hier le ministre chargé du Brexit, Steve Barclay, sur la BBC. **"REUNION DE CRISE"**

Un troisième rejet du texte pourrait être le coup de grâce pour une Theresa May en pleine crise d'autorité.

Critiquée de tous côtés pour sa gestion du Brexit, la dirigeante conservatrice est sous la menace de manœuvres visant à la déloger, rapportait hier le Sunday Times, selon qui elle pourrait céder sa place au vice-Premier ministre David Lidington, un europhile, dans un rôle intérimaire.

Le Mail on Sunday voyait, lui, le poste échoir au ministre de l'Environnement Michael Gove, un Brexiter. Les deux intéressés se sont toutefois essouffés de démentir. "Je n'ai aucune envie de prendre sa

suite", a déclaré le premier, le second estimant que ce n'était "pas le moment de changer le capitaine du navire".

Theresa May se trouvait hier dans sa résidence de campagne de Chequers (nord-ouest de Londres) et menait des discussions avec "ses collègues", a indiqué à l'AFP un porte-parole de Downing Street.

Selon les médias britanniques, elle y tiendrait une "réunion de crise" en compagnie de plusieurs Brexiter influents, dont l'ancien ministre des Affaires étrangères, Boris Johnson, et Jacob Rees-Mogg, président de l'European Research Group (ERG), un groupe de députés partisans d'une sortie

de l'UE sans concession.

Le gouvernement devrait dévoiler ce lundi ses intentions quant à la suite du processus, tandis qu'une série de votes indicatifs pour déterminer les desiderata du Parlement pourrait avoir lieu dans la semaine.

A l'orée de cette semaine cruciale, des centaines de milliers de personnes ont défilé à Londres samedi pour réclamer un nouveau référendum.

Les opposants à la sortie de l'UE se manifestaient également sur internet, la pétition en ligne demandant au gouvernement de renoncer au Brexit ayant dépassé hier les 5 millions de signatures.